



*Acta fabula*  
*Revue des parutions*  
vol. 5, n° 2, Été 2004  
DOI : <https://doi.org/10.58282/acta.528>

---

# Patois de province et belle langue : les lieux communs en héritage

**Jean-Pierre Cavaillé**

Sylviane Coyault-Dublanchet, *La Province en héritage*. Pierre Michon, Pierre Bergounioux, Richard Millet, Genève, Droz, 2002.

---



## **Pour citer cet article**

Jean-Pierre Cavaillé, « Patois de province et belle langue : les lieux communs en héritage », *Acta fabula*, vol. 5, n° 2, , Été 2004, URL : <https://www.fabula.org/revue/document528.php>, article mis en ligne le 12 Juin 2004, consulté le 29 Avril 2024, DOI : 10.58282/acta.528

---

## Patois de province et belle langue : les lieux communs en héritage

**Jean-Pierre Cavallé**

---

Les remarques qui suivent, suscitées par la lecture du livre de Sylviane Coyault-Dublanchet (*La Province en héritage. Pierre Michon, Pierre Bergounioux, Richard Millet*, Genève, Droz, 2002) et de son compte rendu par Sylvain Brehm dans *Acta fabula* (« Poétique de l'héritage : entre invention et tradition » : <http://www.fabula.org/revue/cr/267.php>), portent essentiellement sur l'œuvre et les prises de position des trois écrivains concernés, Pierre Michon, Pierre Bergounioux et Richard Millet, dont on ne retiendra qu'un seul aspect, celui de la langue littéraire et de son rapport avec ce que ces auteurs appellent le « patois », et après eux la critique et le recenseur, comme si le mot et la notion ne faisaient aucun problème. Un avertissement préalable est cependant nécessaire : il ne s'agit pas ici de mettre en cause, d'aucune façon, les indéniables qualités littéraires des trois auteurs, ni d'ailleurs la finesse analytique et descriptive de l'ouvrage de S. Coyault-Dublanchet, ni non plus la fidélité, dans l'ensemble, de la recension de Sylvain Brehm (deux inexactitudes cependant : des trois auteurs, un seul, Pierre Michon, est issu de la Creuse ; ensuite on ne peut dire que deux d'entre eux sont, directement, « fils de paysans » : comme le remarque S. Coyault-Dublanchet, « Pierre Michon est fils d'institutrice, la mère de Pierre Bergounioux était bachelière : ils appartiennent donc à la seconde génération ayant 'quitté la terre' », p. 13). Il ne s'agit pas non plus de tomber dans la grossière confusion (ce qui sur *fabula.org* serait tout de même un comble) entre l'univers fictionnel du roman, même auto(bio)graphique, et son monde référentiel, mais seulement de questionner quelques-unes des représentations constitutives du travail d'écriture qui concernent la langue et le territoire, partagées selon le clivage du français et du « patois », de Paris et de la « province ».

Vous avez dit « Province » ?

Une petite réflexion d'abord sur la notion de « province », telle qu'elle est utilisée dans le titre de l'ouvrage, c'est-à-dire en son sens franco-français. Elle l'est avec une évidence qui la dispense de toute définition : pourtant sa charge idéologique mérite pour le moins d'être interrogée. Dans cet « héritage », qui est d'abord celui du centralisme, on ne parle jamais de province que par rapport et surtout à partir de la capitale, en adoptant la position hégémonique de Paris en tous les domaines ;

politique, universitaire, littéraire, etc. Il y a sous le mot de province l'affirmation d'une étroite subordination de tout un territoire à son centre commun, un centre solaire qui rayonne sur des périphéries proches et lointaines, un centre qui absorbe l'énergie brute – forces de travail, d'imagination, d'intelligence – des « confins », et la transforme en pouvoir, en savoir, en création. Sans revenir à l'étymologie assez désastreuse qui fait du provincial un vaincu, le mot de « province » est inséparable en contexte français de la relation de pouvoir, d'un pouvoir tout aussi réel que symbolique, par lequel la capitale domine, contrôle et administre des unités territoriales privées de toute espèce d'autonomie. La province n'a pas de lumière propre : elle est périphérie plus ou moins lointaine, obscure, rétive, malgré tous les efforts d'éclairage et d'acculturation de la ville capitale. Elle est le gros ventre mou des inerties linguistiques, culturelles et politiques. Tout ce qui s'y fait, s'il ne vient directement de la capitale par le TGV du matin, étant inévitablement gratifié de l'épithète infamant : « provincial ». C'est pourquoi le mot de province est proprement insupportable, où résonne la supériorité, la condescendance, la suffisance et finalement le mépris, qui confond dans une même indistinction, une même étendue indifférenciée, toutes les différences géographiques, historiques, sociales et culturelles... Jamais du reste, jamais, à Albi, à Perpignan, à Quimper, à Limoges, nous n'aurions l'idée de nous affubler nous-mêmes du nom ridicule et déclassant de « provinciaux ». Lorsqu'on utilise le mot de province, c'est pour signifier que l'on en est pas ou que l'on en est plus... même si l'on tire gloire d'y être né. Richard Millet a le mérite de la clarté : « on naît Limousin pour devenir Parisien, c'est-à-dire en reniant son origine provinciale » (*Nouvel Observateur* du 1-7 avril 2004 : *Le Régionalisme contre la province*). Province est un mot de renégat, le provincialisme une idéologie de la dénégation. Constatant qu'aucun des auteurs ne vit dans les lieux dont il parle, S. Coyault-Dublanchet écrit que « la province est donc observée seulement après qu'on l'a quittée » (p. 13). Il faudrait commencer par dire que la province ne commence à exister que dans cette fuite et cette dénégation, que l'usage du mot est l'acte même du reniement. En ceci le titre proposé par S. Coyault-Dublanchet est parfaitement bien trouvé. C'est aussi que l'on s'adresse d'abord à ceux qui se situent du même côté – le bon évidemment –, de la ligne de partage et à tous ceux, de Brive ou d'ailleurs, qui, par projection mimétique, se rêvent parisiens. De sorte que, si l'on accepte la notion de province, alors on ne saurait reconnaître un rapport autre que de domination et de subordination entre la culture et la langue de la capitale et ce qu'il reste des autres cultures et des autres langues dans l'étendue du territoire national. On ne peut parler de « province » sans mobiliser l'idéologie centraliste, sans se prosterner devant l'idole de la langue unique, sans affirmer l'exclusivité de la culture *made in Paris*, généreusement distribuée par la « décentralisation », qui n'est autre chose qu'une réaffirmation du centre dans les périphéries, comme l'avait parfaitement vu Félix Castan.

On nous rétorquera que la haine du provincialisme est une passion régionaliste. En l'occurrence rien n'est plus faux, du moins si l'on entend par régionalisme la confusion d'une culture et d'un « terroir », ou bien, comme on le répète aujourd'hui sur un mode incantatoire, une idéologie « communautariste » du « repli identitaire ». Cette phraséologie ne veut certes pas dire grand chose, mais elle n'en est pas moins redoutable, et on ne sait trop quoi répondre à cette accusation, foncièrement totalitaire, d'oser défendre en France des particularismes, quels qu'ils soient, hors de ceux immédiatement repérables comme ceux-là mêmes d'un prétendu esprit français, de la soi-disant « francité » chère à Millet. Je prendrai les choses sur le plan le plus immédiat et le plus concret, comme l'on prouve le mouvement en marchant : n'importe qui pourra constater, s'il le souhaite, que le monde associatif, au demeurant fort diversifié, qui travaille à la sauvegarde et à la promotion des langues et des cultures (mal) dites régionales (structures éditoriales, éducation, musique, etc.), constitue la société la plus ouverte qui soit, et l'un de ses majeurs dénominateurs communs est précisément le refus de l'idéologie du repli et de la fermeture qui préside à la politique linguistique et culturelle en vigueur aujourd'hui dans notre pays. Une culture d'opposition, sans aucun doute et fatalement, c'est-à-dire acculée à l'opposition – et cela que gouverne la droite ou la gauche –, et à une semi-clandestinité par le refus obstiné de la plupart des élus et des institutions d'en favoriser le développement, mais qui n'a aucune leçon à recevoir en matière d'ouverture, de tolérance, de laïcité et de démocratie. Mais voilà, il suffit de dire « nos langues sont menacées ; elles peuvent vivre pourtant si nous nous en donnons les moyens » ou, pire encore, il suffit d'oser les parler et les écrire pour être invariablement taxé de « régionaliste », au sens forcément péjoratif d'attardé qui retarde tout le monde, comme ces contradicteurs de Bergounioux à la « Conférence de Brive » de 1999, à laquelle ont aussi participé les deux autres écrivains, suivant le compte rendu qu'en fait S. Coyault-Dublanchet (on aurait bien aimé d'ailleurs que le texte nous soit donné dans son intégralité, puisqu'il ne semble pas publié). En parlant de régionalisme, le provincialiste croit se donner un adversaire (voir l'article de Richard Millet déjà cité : *Le Régionalisme contre la province*) : en fait région, nation et province appartiennent au même vocabulaire et aux mêmes carcans idéologiques, dont nous sommes nombreux à vouloir nous libérer. Ici et dans les lignes qui suivent, je voudrais simplement pointer quelques préjugés tenaces et mortifères — socialement, politiquement, culturellement mortifères — que ressassent, sous diverses formes et en des tons variés, nos écrivains et leurs critiques. Aussi l'approche des œuvres littéraires sera-t-elle oblique et inessentielle du point de vue de la littérature, mettant de côté les questions (essentielles) de forme – très certainement accessibles *aussi* à la critique sociale et sociolinguistique –, elle ne touche qu'à une petite partie d'une matière abondante, tout au plus une poignée lieux communs.

## La langue des idiots et des gourles

L'une des caractéristiques commune des auteurs étudiés par S. Coyault-Dublanchet réside dans ce que celle-ci appelle la « conscience malheureuse du provincial », que l'on ne peut cependant séparer de la conscience supérieure de qui n' « en est plus », de qui s'est élevé au-dessus de sa condition première ; la conviction d'avoir acquis une supériorité sur ses propres origines, par la maîtrise de la belle langue et la réussite littéraire. Celle-ci s'éprouve et se mesure dans la capacité à exprimer avec force et justesse l'irréparable indignité, dénuement, indigence sociale et linguistique de la société paysanne, à rendre compte d'une réalité qu'un seul mot suffit à résumer : celui de « patois ». Le « patois » est la preuve et le médium originel de cette misère du vivre et du dire, à laquelle s'oppose diamétralement la langue, la belle langue de la littérature, riche, immense et exacte à laquelle il revient d'exprimer, de célébrer et de pleurer ce que le « patois » fait, ou plutôt *faisait* entendre (car il s'agit, invariablement, d'un monde disparu) dans l'élément du bruit, du cri et du gémissement, cacophonie rurale, « langage informe », bon pour « les idiots » et « les gourles » (*Gloire des Pythres*, p. 357). Le patois est l'idiome semi-animal d'une infra-humanité privée de tout, l'éruclation et la plainte d'une vie à l'état nu.

Il y a une indéniable vérité dans ces poncifs invétérés sur les patois de nos province, qui est celle d'être de part en part des poncifs : ils sont vrais, au sens où ils nous renseignent sur la manière dont le provincial minorisé est perçu par les élites infatuées ; ils sont vrais, parce qu'ils sont de vrais préjugés, de vrais lieux communs, comme tels disponibles à tous les traitements de la fiction. De ce point de vue, il n'y rien à redire (tout au plus laisser échapper un soupir de lassitude) : ils ont la vérité des chimères et des hippogriffes. Rapportés à leur réalité référentielle, ils sont par contre entièrement faux. La misère sociale, la pauvreté, le défaut ou l'insuffisance de scolarité ne sauraient bien sûr être identifiés à l'absence de culture. Comme le prouve l'accumulation des travaux d'anthropologie, d'ethnologie, de musicologie, de littérature orale, etc., comme en convient d'ailleurs P. Bergounioux (« Lettre du 27 janvier 2000 », cit. p. 20), les communautés rurales et villageoises étaient, et restent encore (quelle pitié de devoir rappeler !), pour peu que l'on creuse, les dépositaires d'une culture riche et vaste, qu'elles savent effectivement méprisée et considèrent elles-mêmes le plus souvent comme inférieure, sans doute, mais qui permet pourtant à plus d'un de rester debout ; une richesse que, tout aussi bien, nous pouvons nous approprier, si nous prenons la peine de nous y intéresser. Il faut bien sûr commencer par là : rendre acceptable l'idée que l'on puisse se trouver saisi, émotionnellement, intellectuellement saisi, par des rencontres remarquables, ou à l'audition des matériaux de collectage réunis par l'ethnologie et la musicologie, et cela à nos portes, dans nos campagnes et nos villes, aussi bien qu'aux antipodes.

Non parce qu'il s'agirait là d'une culture ancestrale et originelle – nous savons bien que toute culture héritée se rebricole et recompose à chaque génération – mais parce qu'elle nous livre des mises en forme de l'apprentissage du monde, offertes à l'oreille et à la méditation. Cela implique évidemment de passer par-dessus des préjugés considérables. Il suffit pourtant, pour s'en libérer, d'accepter l'idée qu'une culture peut mériter que l'on s'y attache, même si elle n'est pas livresque, ni passée au prisme fantasmagorique de « la langue classique », dont nos romanciers nous rabattent les oreilles, perpétuant les plus vieux clichés réactionnaires sur le sujet (voir, tout particulièrement, *Le sentiment de la langue* de Richard Millet et ses aphorismes mirobolants, du style : « Classique la sûre convergence du monde entier vers l'Île-de-France, des lisières incertaines jusqu'au jardin d'acclimatation », p. 194). Outre l'analyse du mythe classique ravaudé, qu'il serait assez facile et plaisant de mener, il y aurait toute une enquête à faire, exclue a priori par S. Coyault-Dublanquet (voir *infra*), pour mesurer la dette secrète contractée par ces fictions littéraires à une mémoire populaire qui ne vient pas de la culture savante ou plutôt pas directement. Car les emprunts réciproques, l'interaction, les brassages et mélanges sont en effet constants, n'en déplaise aux partages faciles du monde (élite *versus* populaire). C'est pourquoi d'ailleurs le travail de séparation et de distinction est d'une aussi grande urgence : il faut prouver que l'on est du côté de la littérature savante, du beau langage, de la langue classique, il faut démontrer par l'hypercorrection grammaticale, orthographique, stylistique qu'aucune méprise n'est possible, que l'on n'a rien à faire dans le rayon « régionalisme », que l'on n'écrit pas pour les nostalgiques patoisants. Il faudrait être un bien piètre lecteur, nous avertit S. Coyault-Dublanquet, pour réduire, chez nos trois auteurs, « la référence constante au récit oral à l'art antique du conteur, ranimant dans ce contexte provincial un folklorisme un peu naïf » (p. 31). En effet, si la narration se « réduisait » (le vocabulaire de la réduction est ici savoureux) à l'art du conte, l'exquise et sublime littérature tomberait dans le folklore naïf de la province. C'est sans doute pourquoi le « patois » des personnages représente une menace réelle de contamination et qu'il demeure absent comme tel du texte, ou bien, tout au plus, chez Millet ou Bergounioux, sous forme de quelques expressions minimales et petits mots rapportés, circonscrits dans la phrase, pour ne laisser place à aucun débordement. On trouve bien chez Bergounioux des occitanismes délibérés, qui participent du travail de la langue et embellissent la prose, mais ils restent la marque d'un échec : l'écart impossible à combler entre l'autodidacte et ses modèles de correction française (*Ce pas et le suivant*). Enfin on notera que la graphie des rares mots occitans est tout à fait relâchée sinon carrément négligée, oscillant entre la saisie phonétique très approximative (Millet) et l'orthographe normalisée, mais alors fautive (Bergounioux). Personnellement cela ne me gêne guère, mais que diraient-ils si j'émondais leur français emperruqué du moindre circonflexe ? (voir les stupides

propos de Millet sur l'orthographe qui ne saurait être « simple », insultants à l'égard, par exemple, des italiens ou des allemands, mais il est vrai, qu'une fois décrétée « l'imbécillité pathétique des polyglottes », mon observation tombe à plat. *Le sentiment de la langue*, p. 284 et 191). Certes, tous les coups sont permis, pour rendre à la fois audible et visible l'indignité littéraire et sociale du « patois ». Sans doute d'ailleurs nos auteurs rappelleraient-ils que le patois, « leur » patois, l'idiome des écuries, ne s'écrit pas.

« Jargon de campagne » et « Langage mimique »

En effet, selon le compte rendu de la position de Bergounioux par S. Coyault-Dublanchet, l'irréductible différence entre le « patois » et la langue française viendrait de ce que le patois n'accéderait pas à l'écriture, à quoi s'ajoute cette affirmation inouïe que le patois ne serait pas vraiment, et même vraiment pas « une langue véritable », parce qu'une « langue » est celle « qu'on parle et qu'on écrit » (p. 53). Cette proposition est assez sidérante, qui réduit évidemment toutes les langues sans écriture à ne pas en être. Plus encore, le patois ne serait qu'un « langage mimique » : donc... pas même de la parole (ce qui n'est pas sans rappeler le délire de Bertrand Poirot-Delpech, qui envisageait dans le *Monde* du 24 décembre 2002 les langues régionales comme des « façons de parler dépourvues de grammaire »). Ce propos, nous dit S. Coyault-Dublanchet, serait magistralement illustré dans le récit emblématique de *Ce pas et le suivant*, où le héros, à travers l'apprentissage autodidacte du français, éprouve « au cours de ce cheminement symbolique, la valeur humaine, existentielle de toute langue véritable » (p. 50). En réalité, Bergounioux est loin de tomber dans ces aberrations, et l'analyse, pour le coup, montre un manque d'attention et de précision caractérisé, mais qui n'en est pas moins révélateur. Dans le passage concerné, l'écrivain cite en fait explicitement un passage du fameux manuel de Lévi-Alvarès et Rivail (1849), maintes fois réédité, intitulé *Grammaire normale des examens* (la suite du titre mérite d'être citée : *ou Solutions raisonnées de toutes les questions sur la grammaire française... résumant l'opinion de l'Académie et des différents grammairiens sur les principes et les difficultés de la langue française*), que l'instituteur rencontré par le héros lui demande d'apprendre par cœur (Coyault-Dublanchet ne fait aucune mention de l'ouvrage et en cite des extraits... comme s'ils étaient de Bergounioux !). Dans cet extrait, tel que le cite et résume Bergounioux, il est question du « langage » (et non de la « langue ») et il est fait une distinction entre « le langage mimique... et l'autre, celui qu'on parle et qu'on écrit » (*Ce pas et le suivant*, p. 64). Evidemment nos grammairiens du XIX<sup>e</sup> siècle n'auraient tout de même pas eu l'inconséquence de faire du « patois » un langage mimique ! S'ils ne le considèrent en effet pas comme un langage à part entière, c'est qu'ils y voient « un jargon propre aux gens de la campagne ». Sans doute, la présence insistante chez ses auteurs des métaphores de l'animalité pour

rendre compte du patois aura-t-elle conduit l'essayiste à cette confusion entre jargon de campagne et langage mimique, que ne fait pas Bergounioux citant la *Grammaire normale*.

Évidemment, l'assimilation du « patois » à un jargon de paysan était, chez ces grammairiens du XIX<sup>e</sup> siècle, une erreur grossière, lourde de préjugés sociaux, et elle ne saurait d'aucune façon être accréditée par aucun linguiste aujourd'hui. La définition du « patois » comme jargon de campagne est une ineptie, et d'abord parce que cette identification à la vie rurale est fautive, puisqu'il était aussi bien parlé dans les villes, à l'époque de Lévi-Alvarès et encore bien après dans les années où évolue le personnage de Bergounioux (premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle), beaucoup plus tard encore, par des ouvriers, artisans, commerçants, etc. L'appellation de « jargon » est certes tout à fait inadéquate, qui implique l'idée d'une langue artificielle, parlée au sein d'un groupe qui aurait le désir de ne pas être compris.

Faut-il enfin vraiment rappeler que le « patois » est en l'occurrence « l'occitan » ? C'est bien sûr le point essentiel : la revendication d'une dignité de la langue contre son déclassé idéologique en « patois ». De ce point de vue, l'acharnement de nos écrivains à user presque systématiquement du terme de « patois » pour désigner l'idiome limousin vaut comme une prise de parti inconditionnelle pour l'idéologie centraliste : de sorte que les larmes qu'ils versent sur les pauvres hères soi-disant privés de langue, maintenus « dans un état d'ignorance et d'asservissement », « un véritable néant social » (S. Coyault-Dublanchet, p. 49), sont évidemment des larmes de crocodiles. Comment en effet, à partir d'un tel constat, ne pas bénir l'école publique, l'État providence et la télédiffusion française ? N'ont-ils pas tiré cette sous-humanité de sa crasse et de son néant, en lui donnant une langue, une culture et, par dessus le marché, l'UNIVERSEL !

#### Patois et conscience de soi

Le vieux schéma progressiste, qui justifiait le projet d'éradication des patois (Abbé Grégoire), est toujours actif, repris dans un vocabulaire pseudo-hégélien : selon les termes de l'histoire reconstituée *ad hoc* par Pierre Bergounioux lors de sa conférence de Brive (là encore sur la foi de S. Coyault-Dublanchet), ces populations étaient « séparées de la conscience d'elles-mêmes et de la possibilité de l'exprimer » (cit. p. 50). Le français, grâce à Jules Ferry, a donné « une forme » à la conscience de soi. Le prix à payer, selon cette imparable dialectique, était la perte de la langue et de la culture traditionnelles (*ibid.*)... Foutaises ! Les ouvriers et les paysans n'ont pas attendu Jules Ferry et donc leur pleine alphabétisation pour acquérir « la conscience de soi » : si celle-ci a un sens, elle s'est forgée et réalisée dans les luttes sociales du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle. Et cette conscience s'est dite certes en français, mais



aussi dans les « patois », comme en témoigne en particulier la production considérable de poésie ouvrière dans les dialectes occitans languedocien et en provençal, qui a fleuri jusque dans les milieux les plus radicaux (voir par exemple *l'Antologia deis escrivans sociaus provençaus*). On conserve à Limoges le texte de *l'Internationale* dans l'occitan des Ponticauds. Les mineurs-paysans de Carmaux chantaient eux aussi « *La sociala* » (voir le CD de la Talvera : *Cants et Musicas del Segala*, 2003). On pourrait multiplier les exemples... Mais c'est le moment de rappeler que l'affirmation du patois comme langue sans écriture est fausse et archi-fausse : le patois s'est toujours écrit, sous diverses formes, y compris très populaires, dans des graphies à la française, ou non. Du reste, les écrivains occitans en grand nombre, qui se succèdent, disons, pour ne pas remonter aux troubadours, depuis la généralisation progressive de la diglossie (largement entamée dès le XVI<sup>e</sup> siècle) jusqu'aux auteurs contemporains, ne sont jamais que des locuteurs « patois » qui sautent le pas. Car, effectivement, il y a un pas et même un saut. Mais cette rupture n'est certes pas où on veut la voir, dans l'opposition factice entre une langue savante (l'occitan) et le patois des ignorants : elle réside dans les dispositifs institutionnels (éducation exclusivement en français) qui maintiennent les auteurs occitans séparés du large public des locuteurs. Sur le plan des représentations, l'idéologie du français langue unique (unicité inscrite désormais dans la constitution) et langue universelle (ainsi le colonialisme français trouve-t-il encore l'impudence de se justifier par sa prétendue vocation universaliste) a très largement convaincu les « provinciaux » de l'indignité culturelle de leurs patois. Mais les écrivains qui s'expriment dans les différents dialectes qui composent l'occitan existent, qu'on le veuille ou non, et leurs noms remplissent des ouvrages d'histoire littéraire accessibles en langue française ; et le limousin en connaît de nombreux. Je ne citerai ici que le nom de Marcelle Delpastre, disparue en 1998, écrivaine diglossique, agricultrice, auteure retenue au capes d'occitan cette année 2004. Or l'idée même qu'il puisse y avoir une littérature, au plein sens du terme, en « patois », est exclue par principe dans la manière même dont le « patois » et ceux qui le parlent sont appréhendés par la littérature examinée par S. Coyault-Dublanchet.

Par contre, cette littérature colporte l'idée, enregistrée par l'essayiste sans esquisser la moindre distance critique, que ces patois locaux ne seraient pas même compris d'un village à l'autre (poncif totalement faux, mais indéracinable) : ce seraient « des 'parlures' que l'on ne saurait même comparer à l'occitan » (p. 43). Mais l'occitan c'est quoi, alors ? Un idiome plus pur, parlé et surtout écrit, ailleurs, dans une société plus éduquée ? ce qui lui mériterait le statut de langue ? Évidemment rien de tel n'existe. L'occitan est tout entier dans chacune de ses différences dialectales, qui font son infinie richesse, langue sans unification, sans Académie, et qui de ce fait même, paradoxalement, a pu échapper à l'appauvrissement subi par le français dans l'opération de sa captation et imposition politique par le pouvoir central, de sa

fixation et de sa fixité orthographique, lexicale, syntaxique désespérante et exaspérante : toute tentative d'innovation et d'enrichissement étant immanquablement suivie d'un rappel à l'ordre dit « classique ». En tout cas, face à une variante dialectale occitane déterminée, il faut faire le chemin inverse de Millet qui, devant une « Grammaire limousine », exprimant son « refus d'apprendre un commun occitan », affirme que la « langue » dont il fait l'éloge sincère mais pour le moins paradoxal (« Petite langue qui, dans sa pauvreté, a suscité un frémissant territoire ») est « un sous-dialecte. Un patois, plutôt », ce qui prouve qu'en effet, l'écrivain reste très inattentif au livre qu'il a sous les yeux et qui l'ennuie (*Le plus haut miroir*, p. 19). Mais c'est que, pour lui, il s'agit de toute façon, d'une langue sans livre : « Elle refuse les manières françaises, et l'écriture, et reste *pauvre floraison de coquelicots dans le champ de blé français* » (je souligne le cliché cocardier) ; « Nul légendaire puissant – combats, amours, ascèses exemplaires. Nul poème, roman, traité ; mais des chansons à boire, des ritournelles, des proverbes... » (p. 25 et 28). Une fois « la langue » confinée au plus local et séparée d'un (introuvable) « occitan commun », contre toute évidence grammaticale, il devient possible d'affirmer l'absence de littérature, cette fois contre l'évidence de l'histoire.

Le préjugé complémentaire du localisme autiste du patois est celui de « l'universalisme » prétendu et bien sûr menacé du français. Millet pleurniche sur le fait que les écrivains du Maghreb ont abandonné sa langue pour l'Arabe (*Le sentiment de la langue*, p 45) et n'hésite pas à affirmer « la nécessité de la présence militaire, économique, territoriale française dans le Pacifique Sud, les Antilles, l'océan Indien » (*Lettre sur la Francité*, in *Le sentiment de la langue*, p. 200). Aussi le provincialisme n'est-il que la forme intérieure du colonialisme, drapée d'universel. C'est au nom de l'universalité que dans « sa conférence de Brive » Bergounioux, selon le compte rendu qu'en fait l'auteure, oppose le choix du français au patois qui, soi-disant, enferme le locuteur « dans sa province ou son canton ». Comme si le français n'était pas aussi la langue d'une province et d'un *canton* (en occitan le « coin ») du monde ! Tout est affaire d'échelle. Et j'ose affirmer que *Mireillo* de Mistral, *Vert Paradis* de Max Rouquette ou *L'Enterrament a Sabres* de Bernard Manciet ne sont pas moins universels que les romans de Bergounioux... Si l'école donnait accès aux enfants des zones occitanophones à *Mireille* et à *Vert Paradis* dans le texte et dans la langue à laquelle ils ont « droit » (*Charte Européenne des langues régionales ou minoritaires* non ratifiée par la France), ils pourraient constater que le « patois » est tout aussi universel que le français. Parce qu'évidemment l'universalité potentielle d'une œuvre ne se mesure pas uniquement à la plus ou moins grande hégémonie politique et culturelle d'un pays, sinon il faudrait que nos auteurs, en effet, se mettent tout de suite à écrire exclusivement en anglais, comme Bergounioux le dit par défi : « si pour me faire comprendre de tous, il me fallait parler anglais, je le ferais », cit. p. 51. « Tous », bien sûr, et de loin, n'entendent pas

l'anglais ; mais le nombre de ceux qui comprennent le français est, comparativement, absolument dérisoire. Alors que l'écrivain en tire vite les conséquences ! Et puis, si l'anglais devient, de fait, notre latin, il n'y aucune raison de le négliger. Descartes, philosophe aimé de Bergounioux, dont les tenants du classicisme de la France éternelle se gargarisent, lui qui concevait pourtant très bien que la philosophie pût se dire en bas-breton (*Discours de la Méthode*), aurait évidemment composé aujourd'hui ses *Meditationes de prima philosophia* en anglais ! Aussi, lorsque Millet écrit : « la vraie culture, nous le savons, nous autres écrivains, est ce que Paris transforme en universel » (*Nouvel Observateur*, *ibid.*), est-il impossible de ne pas éclater du rire sonore du bon Pantagruel pissant sur les tours de Notre-Dame ?

En guise de conclusion, je proposerai l'énoncé des trois axiomes du négationnisme linguistique que l'on retrouve, hélas, largement diffusé chez nos auteurs et dont l'ouvrage de S. Coyault-Dublanchet se fait l'écho, parfois même l'amplificateur : 1- les « patois » ne sont pas des langues à part entière ; 2- même si on leur concède le statut de langue, ils sont des langues sans littérature ; 3- de toute façon plus personne ne les parle aujourd'hui.

Enfin, une double constatation : d'une part l'absence de réel débat portant sur les relations entre littérature et politique linguistique, qui peut seul expliquer la répétition navrante des poncifs et des lieux communs les plus éculés sur la pauvreté des « patois » et les splendeurs du français « classique », d'autre part l'incroyable indifférence et même l'ostracisme dans lesquels est tenue la littérature contemporaine (et en fait la littérature tout court) produite dans les langues minoritaires de notre pays. C'est pourquoi je voudrais proposer aux animateurs de *fabula.org*, qui font un travail en tout point remarquable, d'intégrer à leur site les travaux de théories littéraires concernant les fictions produites dans les langues de France, selon l'appellation (et le répertoire) de Bernard Cerquiglini. Il ne s'agit nullement d'une boutade.

## PLAN

---

## AUTEUR

---

Jean-Pierre Cavallé

[Voir ses autres contributions](#)